



**PRÉFET  
DE LA CORRÈZE**

*Liberté  
Égalité  
Fraternité*

**Direction départementale des  
territoires**

Service environnement, police de l'eau et risques

**RÉCÉPISSÉ DE DÉPÔT DE DOSSIER DE DÉCLARATION N° DIOTA-0100024092  
CONCERNANT L'ENLÈVEMENT DE MATÉRIAUX DE LA BUSE (BM 1985),  
SOUS L'AUTOROUTE A89, AFIN D'UNE INSPECTION DE MAINTENANCE,  
SUR LE COURS D'EAU DE CHAUVIGNAC, AFFLUENT LE MAUMONT BLANC.**

**COMMUNE DE SAINT-PARDOUX-L'ORTIGIER.**

Le préfet de la Corrèze,  
Chevalier de l'ordre national du Mérite

Vu la loi sur l'eau, du code de l'environnement et notamment ses articles L.211-1, L.214-1 à L.214-6, partie législative ;

Vu le code de l'environnement et notamment ses articles R.214-1 à R.214-56, partie réglementaire ;

Vu le schéma directeur d'aménagement et de gestion des eaux (Sdage) ;

Vu le code général des collectivités territoriales ;

Vu le décret n° 2009-1484 du 3 décembre 2009 portant création des directions départementales interministérielles ;

Vu le décret IOMA2221237D du 20 juillet 2022 portant nomination de M. Étienne DESPLANQUES, en qualité de préfet de la Corrèze ;

Vu l'arrêté n° INTA2008191A du Premier ministre et du ministre de l'Intérieur du 26 mars 2020 portant nomination de Marion SAADÉ, en qualité de directrice départementale des territoires de la Corrèze à compter du 6 avril 2020 ;Vu l'arrêté préfectoral n° 19-2022-08-23-00027 du 23

août 2022 donnant délégation de signature à Marion SAADÉ chargée d'exercer les fonctions de directrice départementale des territoires de la Corrèze ;

Vu l'arrêté préfectoral n° 19-2023-01-02-00001 du 02 janvier 2023 donnant subdélégation de signature à Victor DUFOUR, chef d'unité qualité et préservation des milieux aquatiques ;

Vu l'avis de l'OFB en date du 26 juin 2023 ;

Vu le dossier de déclaration déposé au titre de l'article L 214-3 du code de l'environnement reçu le 20 juin 2023, présenté par les Autoroutes du Sud de la France (ASF), M. Pierre Coppey, président du conseil d'administration, représenté par M. Alexandre Houndonougbo, chef de projet, relatif à l'enlèvement de matériaux, afin d'inspecter la buse (BM 1985), sous l'autoroute A89, sur le cours d'eau de Chauvignac, affluent le Maumont Blanc, sur la commune de Saint-Pardoux-l'Ortigier.

donne récépissé du dépôt de sa déclaration aux :

Autoroutes du Sud de la France (ASF)  
Monsieur Pierre Coppey, président du conseil d'administration,  
représenté, par monsieur Alexandre Houndonougbo, chef de projet  
337 Chemin Orange  
84100 Orange

Les ouvrages constitutifs à ces aménagements rentrent dans la nomenclature des opérations soumises à déclaration au titre de l'article L 214-3 du code de l'environnement. Les rubriques concernées de l'article R 214-1 du code de l'environnement sont les suivantes :

Caractéristiques	Rubriques	Intitulé	Régime	Arrêtés de prescriptions générales correspondant
Phase travaux Longueur inférieure à 100 m.	3.1.2.0	Installations,ouvrages, travaux ou activités conduisant à modifier le profil en long ou le profil en travers du lit mineur d'un cours d'eau, à l'exclusion de ceux visés à la rubrique 3.1.4.0ou conduisant à la dérivation d'un cours d'eau : 1° Sur une longueur de cours d'eau supérieure ou égale à 100 m (A) ; 2° Sur une longueur de cours d'eau inférieure à 100 (D).	Déclaration	Arrêté du 28 novembre 2007
Phase travaux Surface concernée inférieure à 200 m2	3.1.5.0	Installations, ouvrages, travaux ou activités étant de nature à détruire les frayères, les zones de croissance ou les zones d'alimentation de la faune piscicole, des crustacés et des batraciens : 1° Destruction de plus de 200 m2 de frayères (A), 2° Dans les autres cas (D)	Déclaration	Arrêté du 30 septembre 2014

Phase travaux Inférieur à 2000 m <sup>3</sup>	3.2.1.0	Entretien de cours d'eau ou canaux, à l'exclusion de l'entretien visé à l'article L215-14 réalisé par le propriétaire riverain, des dragages visés à la rubrique 4.1.3.0 et de l'entretien des ouvrages visés à la rubrique 2.1.5.0, le volume des sédiments extraits étant au cours d'une année : 1° Supérieur à 2000 m <sup>3</sup> (A) ; 2° Inférieur ou égal à 2000 m <sup>3</sup> dont la teneur des sédiments extraits est supérieure ou égale au niveau de référence S1 (A) ; 3° Inférieur ou égal à 2000 m <sup>3</sup> dont la teneur des sédiments extraits est inférieure au niveau de référence S1 (D).	Déclaration	Arrêté du 30 mai 2008
---	---------	--	-------------	--------------------------

Le déclarant est tenu de respecter les engagements et valeurs annoncés dans son dossier de déclaration.

Tout déversement de produits nocifs est interdit dans le milieu naturel. Des précautions particulières sont prises par rapport au stationnement des engins afin de limiter les éventuelles pertes de fluides hydrauliques pendant la phase travaux.

Toutes dispositions sont prises afin de prévenir une quelconque atteinte au milieu aquatique et à la faune piscicole, notamment en réalisant les travaux entre le 1<sup>er</sup> avril et le 31 octobre.

Les prescriptions spécifiques suivantes sont à respecter.

- les déplacements des engins de terrassement ne sont autorisés qu'au droit du chantier, tout déplacement dans le lit mineur du cours d'eau est interdit, hors la zone de travaux ;
- les engins de chantier circulant aux abords de la berge doivent être en parfait état de fonctionnement et exempts de fuites d'hydrocarbure ;
- installations de batardeaux amont et aval de l'ouvrage avec en plus un film en polyuréthane, afin d'assurer une meilleure étanchéité ;
- une pêche électrique de sauvegarde devra être effectuée lors de l'installation des batardeaux ;
- un pompage devra être réalisé, afin de dériver et d'assécher la zone de travaux, ensuite les eaux devront être rejetées dans un bac de décantation, avant de les restituer dans le milieu naturel ;
- avant de remettre les matériaux qui auront été extraits, un criblage devra être effectué en excluant les granulométries les plus fines (fractions granulométriques inférieurs à 10-50 mm : sables fins, vases, limons), avant la remise en place du substrat,
- vous devrez assurer un suivi physico-chimique des matières en suspension (MES), avec une vigilance particulière au moment de la pose et du retrait des batardeaux en amont et aval de l'ouvrage.

À savoir : les valeurs guides 1 ( pour les MES) et impératives ( pour l'oxygène dissous et l'ammonium), des eaux rejetées dans le cours d'eau qui ne doivent pas être dépassées sur la durée des opérations sont les suivantes :

( MES <25mg/L ; [NH4+] = 1 mg/L ; [O2] dissous = 6mg/L.

À la fin des travaux le site devra être remis dans son état initial.

Au vu des pièces constitutives du dossier complet, il n'est pas envisagé de faire opposition à cette déclaration.

Copie de ce récépissé est adressée à la mairie de Saint-Pardoux-l'Ortigier où cette opération doit être réalisée, pour affichage d'une durée minimale d'un mois pour information.

Le présent récépissé est mis à disposition du public sur le site des services de l'État de la Corrèze durant une période d'au moins six mois.

Cette décision est susceptible de recours contentieux devant le tribunal administratif territorialement compétent, conformément à l'article R.514-3-1 du code de l'environnement, par les tiers dans un délai de quatre mois à compter du premier jour de sa publication ou de son affichage en mairie, et par le déclarant dans un délai de deux mois à compter de sa notification. Cette décision peut également faire l'objet d'un recours gracieux ou hiérarchique dans un délai de deux mois. Ce recours administratif prolonge de deux mois les délais mentionnés ci-dessus.

Ce recours doit être formulé sur papier libre transmis ou déposé au greffe du tribunal administratif de Limoges. Le tribunal administratif peut être également saisi via l'application Télérecours accessible sur le site [www.telerecours.fr](http://www.telerecours.fr). Les conditions de saisine restent en fonctions du statut du requérant (particuliers personnes morales de droit privé, administrations).

Le service de police de l'eau doit être averti de la date de début des travaux ainsi que de la date d'achèvement des ouvrages.

En application de l'article R. 214-40-3 du code de l'environnement, la mise en service de l'installation, la construction des ouvrages, l'exécution des travaux, et l'exercice de l'activité objets de votre déclaration, doivent intervenir dans un délai de trois ans à compter de la date du présent récépissé, à défaut de quoi votre déclaration sera caduque.

En cas de demande de prorogation de délai, dûment justifiée, celle-ci sera adressée au préfet au plus tard deux mois avant l'échéance ci-dessus.

Les travaux et les aménagements doivent être conformes au dossier déposé.

L'inobservation des dispositions figurant dans le dossier déposé ainsi que celles contenues dans les prescriptions générales, entraîne l'application des sanctions prévues à l'article R. 216-12 du code de l'environnement.

En application de l'article R. 214-40 du code de l'environnement, toute modification apportée aux ouvrages, installations, à leur mode d'utilisation, à la réalisation des travaux ou à l'aménagement en résultant, à l'exercice des activités ou à leur voisinage et entraînant un changement notable des éléments du dossier de déclaration initiale doit être portée, avant réalisation, à la connaissance de la préfète qui peut exiger une nouvelle déclaration.

Les agents mentionnés à l'article L. 216-3 du code de l'environnement et notamment ceux chargés de la police de l'eau et des milieux aquatiques auront libre accès aux installations objet de la déclaration à tout moment, dans le cadre d'une recherche d'infraction.

Les droits des tiers sont et demeurent expressément réservés.

Le présent récépissé ne dispense en aucun cas le déclarant de faire les déclarations ou d'obtenir les autorisations requises par d'autres réglementations.

**29 JUN 2023**

Tulle, le

Pour le préfet et par délégation,  
pour la directrice départementale et par subdélégation,  
le chef de l'unité qualité et préservation des milieux aquatiques,

  
Victor DUFOUR

Les informations recueillies font l'objet d'un traitement informatique destiné à l'instruction de votre dossier par les agents chargés de la police de l'eau en application du code de l'environnement. Conformément à la loi « informatique et liberté » du 6 janvier 1978, vous bénéficiez d'un droit d'accès et de rectification des informations qui vous concernent. Si vous désirez exercer ce droit et obtenir une communication des informations vous concernant, veuillez adresser un courrier au guichet unique de police de l'eau où vous avez déposé votre dossier.